



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Le 5 octobre, mobilisé·es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Pour la FSU

Les services publics sont le bien de toutes et tous, la seule richesse de celles et ceux qui n'ont rien.

La réduction des inégalités sociales est indissociable de l'extension des services publics.

La pandémie a montré l'utilité des services publics, mais aussi leur dégradation actuelle faute de moyens et de personnels, préjudiciable à la société tout entière quand ils ne peuvent plus accomplir leurs missions.

L'urgence climatique de plus en plus palpable impose une transition écologique rapide de la société. Il n'est pas possible pour engager cette transition de s'en remettre aveuglément au marché et aux entreprises privées, tournées vers la satisfaction immédiate d'intérêts privés.

Les services publics et leurs agent-es ont donc un rôle majeur, double, à jouer.

- **Offrir à toutes les populations des services publics de qualité** nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie et à leur émancipation.
- **Participer à la protection de la population des effets des changements climatiques** tout en facilitant la transition vers un modèle social plus sobre et plus juste.

Le développement des services publics engendre des **emplois supplémentaires non délocalisables**.

De tels emplois nécessitent des **garanties statutaires** assurant l'autonomie professionnelle des agent-es **face aux pressions de toute nature**, dans le souci d'une même qualité de service pour tous les usagers.

Il faut également des personnels en nombre suffisant, disposant de moyens adaptés pour accomplir leurs missions.

Il faut donc **rendre la fonction publique attractive**.

Cela passe aussi par de **bonnes conditions de travail et des rémunérations attractives**.

La FSU et ses syndicats portent de nombreuses revendications, dont :

- l'**augmentation de la valeur du point d'indice**,
- le **rattrapage** des pertes subies,
- des mesures générales pour toutes et tous les agent-es permettant **une augmentation significative du pouvoir d'achat**,
- la **titularisation des contractuels**
- l'**abrogation de la journée de carence**.

Au lieu de cela :

Nous, agents des services publics, titulaires comme contractuel·les, subissons depuis une trentaine d'années, et tout particulièrement sous ce gouvernement

- **des conditions de travail dégradées** par les coupes budgétaires, les réorganisations incessantes des services, les suppressions d'emploi, l'augmentation de la précarité
- **des injonctions paradoxales** à toujours faire mieux avec moins, source de souffrance au travail et de perte de sens de nos métiers
- **un management de plus en plus envahissant**, la perte des garanties collectives de traitement équitable, liée à l'affaiblissement du rôle des commissions paritaires et l'augmentation de l'arbitraire, induites par la loi de Transformation de la Fonction publique de 2019
- **des gels de rémunération**, entraînant des pertes considérables de pouvoir d'achat et effondrement de l'attractivité des emplois publics
- **du « fonctionnaire bashing »**, basse diversion, tentant d'imputer aux agents publics toutes les difficultés des services publics constatées par les usagers, L'objectif à peine caché est d'amplifier la privatisation des services publics.

C'est pourquoi la FSU invite les personnels des services publics à exprimer fortement leurs revendications en se mobilisant massivement le 5 octobre à l'appel de l'intersyndicale.



Extrait de l'appel
de l'intersyndicale interprofessionnelle
CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL

[...]nos organisations exigent :

- L'augmentation des salaires;
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage ;
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives ;
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations **CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL** affirment l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Elles appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.es à se mobiliser, **le 5 octobre**, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale. D'ores et déjà, elles décident de se revoir à l'issue de cette mobilisation.

Manifestation à Beauvais 14h – pl. Jeanne Hachette Et Compiègne 10h – c. Guynemer



Mesure 17 du **Plan de rupture du collectif Plus jamais ça**

Pour le déploiement des services publics de qualité

sur l'ensemble du territoire

Nous avons besoin d'un plan de développement massif et d'extension des services publics accessibles à tou·tes : ils sont le rempart contre le « chacun pour soi » et les discriminations, un outil fort pour le bien commun, des vecteurs d'égalité. Ils permettent l'accès effectif aux droits : pas de droit du travail sans inspecteur·trice du travail, pas de justice fiscale sans fonctionnaire des finances publiques, pas d'école gratuite et obligatoire pour toutes et tous sans fonctionnaires de l'Éducation nationale, etc.

Pour que de nombreuses femmes puissent se maintenir en emploi à temps plein, parce que ce sont elles qui s'occupent toujours majoritairement des enfants ou de proches en perte d'autonomie, il faut développer le service public de la petite enfance et celui de la dépendance. Nous devons créer autant de postes de fonctionnaires que nécessaire notamment pour l'hôpital, l'éducation, la culture, l'université et la recherche. Les agents de la fonction publique qui sont au service de l'intérêt général doivent bénéficier de garanties statutaires assurant leur indépendance face aux lobbys de toute nature.

Les **mesures 21 à 26** de ce Plan de rupture portent **des propositions pour le financement** d'un tel plan de développement des services publics.